

# Artistes ukrainiennes, cadres des sanctions



## fi qui suscite fierté... et inquiétude

« Le moujik russe avait perdu patience ! L'Ouest ne voulait pas se mettre d'accord avec le gentil gendarme Poutine. Maintenant, il aura affaire à un Poutine un peu plus méchant... », confie parmi d'autres Mikhaïl, journaliste. Pour la majorité des Russes, la reconnaissance du Donbass est vécue comme un succès de plus de Vladimir Poutine dans son bras de fer avec les Occidentaux. « Avec cette reconnaissance, je suis heureux de voir finalement quelque chose de sérieux de la part de la Russie », poursuit Mikhaïl. « L'abcès devait être percé après huit années d'attentisme. » Allusion à 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée mais perdu son influence sur l'Ukraine.

Les médias publics ne cessent depuis de montrer Kiev comme un régime « néofasciste » menant une politique de « génocide » dans l'est de l'Ukraine. Et bloquant le processus de paix au Donbass. « Kiev se livrait à un génocide dans son propre pays, détruisait des "régions-républiques", se livrait au vandalisme... Cela menait à la fragmentation ! », explique Ksenia, une assistante dans la communication. Elle loue le « discours très fort » de Vladimir Poutine. « Faites-nous confiance : il n'y aura pas de guerre entre la Russie et l'Ukraine ni avec le monde entier... », affirme Andreï, un employé d'un gros groupe public russe. Modéré, sans illu-

sion sur le régime de Vladimir Poutine, il replace les Ukrainiens devant leurs responsabilités. « C'est la fin de la partie pour le régime de Kiev ! Ils n'avaient qu'à respecter les accords de paix... »

### « Un message bien plus large »

Beaucoup de Russes mettent aussi les Occidentaux face à leurs contradictions, leur reprochant de ne pas avoir écouté assez tôt Vladimir Poutine. « Je pense que ces bruits de bottes ne sont rien de plus qu'un outil à des fins politiques et économiques », veut se rassurer Alexeï, étudiant en sciences politiques. « J'espère que cela n'ira pas aussi loin qu'on peut le craindre », explique pareillement Gregori, un homme d'affaires.

Beaucoup de Russes mettent aussi les Occidentaux face à leurs contradictions, leur reprochant notamment de ne pas avoir écouté assez tôt Vladimir Poutine

« Mais n'oubliez pas que 5 % du discours de Poutine lundi était sur le Donbass. Son message était bien plus large », prévient Arseni, employé d'une banque publique. « Il a aussi parlé de décommunisation de l'Ukraine, ce qui pourrait signifier la désintégration to-

tales de ce pays en tant qu'Etat... » Sur la portée de cette phrase clef du discours présidentiel de lundi, les autorités entretiennent pareillement le flou. Selon le narratif du Kremlin, le communisme a bâti l'Ukraine moderne dans ses limites actuelles. Donc, si on va au bout de la logique de la décommunisation, l'avenir de l'Ukraine ne pourrait tenir qu'à un fil de la volonté du Kremlin.

### La crainte des sanctions

« On va droit vers le scénario du pire : Poutine a été clair, il ne vise pas seulement le Donbass mais voit plus loin... l'Ukraine », redoute Piotr, un dentiste à Moscou. « Je pense que Poutine ira jusqu'au bout ! » Les télévisions au service du Kremlin ont d'ailleurs présenté la décision de Vladimir Poutine en victoire et défi face aux Occidentaux.

« Stupéfaction, désespoir et impuissance », s'attriste Dmitri, un historien qui s'inquiète des effets en chaîne des sanctions occidentales sur l'économie russe. « Résultats ? Une nouvelle mise à l'écart en Europe et d'autres sanctions occidentales... Comme d'habitude, c'est nous, les simples gens, qui allons en souffrir, avec inflation et baisse du pouvoir d'achat par ricochet », redoute ce père de famille qui, depuis plusieurs années, critique le régime de Vladimir Poutine et envisage de quitter la Russie. Une minorité, toutefois.

## histoire L'Otan a-t-elle mangé sa parole vis-à-vis de Moscou ?

RÉCIT

WILLIAM BOURTON

Avant de rompre les minces ponts diplomatiques encore ouverts et de passer à l'offensive militaire, Vladimir Poutine n'a cessé d'exiger des garanties pour que l'Ukraine n'intègre jamais l'Otan. Dans sa vision des choses, c'est en effet la Russie qui serait « l'agressée », victime de la fourberie des pays occidentaux.

Cette rhétorique n'est pas neuve. « Ils nous ont menti à plusieurs reprises, ils ont pris des décisions dans notre dos, ils nous ont mis devant le fait accompli. Cela s'est produit avec l'expansion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord vers l'Est, ainsi qu'avec le déploiement d'infrastructures militaires à nos frontières », affirmait déjà le président russe dans un discours tenu le 18 mars 2014, justifiant l'annexion de la Crimée.

De quel « mensonge » s'agit-il ? Il faut remonter le temps jusqu'à 1990, lorsque, dans la foulée de la chute du Mur de Berlin, se posa la question de la réunification de l'Allemagne.

Le président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, conditionna son accord à la promesse que l'Otan ne se développe pas vers les frontières de son pays. Le 9 février 1990, le secrétaire d'Etat américain James Baker lui promit que la juridiction militaire de l'Organisation atlantiste ne s'étendrait « pas d'un pouce vers l'Est ». Le lendemain, Gorbatchev donnera au chancelier Helmut Kohl, en visite à Moscou, son aval pour le processus de réunification – qui aboutira le 3 octobre 1990.

Mais de manière assez incompréhensible, ces propos rassurants tenus au maître du Kremlin – et confirmés dans les mémoires de différents protagonistes – ne furent pas gravés dans le marbre...

« En 1990, alors que l'URSS se décompose, que le Pacte de Varsovie agonise, Gorbatchev craint l'extension ; pourtant, il ne fait pas confirmer les assurances qui lui sont prodiguées », confirme Hélène Carrère d'Encausse dans *Six années qui ont changé le monde 1985-1991* (Fayard, 2014). Si bien que, « au début du XXI<sup>e</sup> siècle, Vladimir Poutine n'aura aucun texte à opposer aux Ukrainiens ou aux Géorgiens qui clament leur volonté de rejoindre l'Otan. Et l'on ne trouve à cela aucune justification dans les écrits de Gorbatchev. »

### Une autre époque

Pour Aude Merlin, chargée de cours en science politique à l'ULB et spécialiste de la Russie et du Caucase, il convient toutefois de replacer ces événements dans leur contexte.

« Au début 1990, il était question de la RDA et de la réunification allemande. L'URSS existait encore. Personne n'avait prévu l'enchaînement rapide des événements qui se sont produits par la suite », nous explique-t-elle. « A cette époque, l'effondrement de l'Union soviétique et toutes ses conséquences sur les pays de l'Est n'étaient pas inscrits dans l'agenda de Gorbatchev. Il a par ailleurs déclaré, dans des interviews ultérieures : "On m'a fait une promesse et cette promesse a été tenue ; une fois que je n'ai plus été aux affaires (le 25 décembre 1991, NDLR), ça n'était plus ma responsabilité : adressez-vous à Boris Eltsine..." Il y a donc un côté en partie fictionnel à s'arrêter aujourd'hui, plus de 30 ans après, sur une situation qui était celle de la guerre froide, sur une promesse faite à M. Gorbatchev – et tenue à l'époque – dans une situation profondément différente. Et il faut rappeler qu'entre-temps, au début des années 90, la Russie de Boris Eltsine elle-même n'écartait pas la perspective d'intégrer l'Otan... »

Quant à l'idée que, dans les années suivantes, l'Otan aurait « recruté » dans l'ex-bloc de l'Est, c'est présenter les choses à l'envers. Ce sont en effet les pays du groupe de « Visegrad » (Pologne, Hongrie, Tchéquie) qui, dès 1993, pressèrent les Etats-Unis d'entamer le processus de leur adhésion à l'Otan, en raison des craintes que la Russie leur inspirait – Polonais, Hongrois et Tchèques avaient en effet, tous, eu maille à partir avec l'Armée rouge



Mikhaïl Gorbatchev et Vladimir Poutine en 2004 : pour le président russe actuel, tout a commencé dans la foulée de la chute du Mur de Berlin... © REUTERS.

dans un passé plus ou moins récent.

Le président Bill Clinton se montrera d'ailleurs réticent à ces sollicitations, craignant que Boris Eltsine ne gèle la question du démantèlement des armes nucléaires en Ukraine. Pour apaiser les choses, le 27 mai 1997, fut ratifié, à Paris, l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'Otan et la Fédération de Russie, en présence des deux chefs d'Etat. Trois jours plus tard, il sera complété par un Traité d'amitié russo-ukrainien.

Ce n'est qu'en 1999 que la Pologne, la Hongrie et la République tchèque rejoindront l'Otan. Mais entre-temps, il y eut le Kosovo, qui resta sur l'estomac du jeune Vladimir Poutine ; qui ne tarderait pas à succéder à Boris Eltsine.

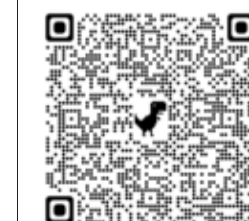
### Zone d'influence

« Pour Poutine, le tournant psychologique s'est déroulé quand, en 1998, les pays de l'Otan ont décidé de bombarder le Kosovo sans convoquer le Conseil de sécurité de l'ONU, pour bien marquer que la Russie n'existait pas sur la carte », nous expliquait Hélène Carrère d'Encausse à l'occasion de la sortie de l'essai précité (*Le Soir* du 4 décembre 2015). « Ça l'a marqué très profondément. Il savait que son pays avait été un grand pays et il s'est donné pour tâche de le reconstruire, sur le plan intérieur d'abord, puis sur le plan international. »

Pour autant, l'historienne affirme que Vladimir Poutine n'a jamais eu l'ambition de reconstruire quelque chose qui ressemblerait à l'empire soviétique... « Poutine a estimé que la Russie devait avoir une certaine zone d'influence dans ce qui avait été son empire », affirmait-elle. « Ce qui est essentiel pour lui, c'est d'abord que cette zone d'influence ne tombe pas sous la coupe de l'Otan. Il n'a rien dit quand elle s'est étendue aux anciens pays d'Europe de l'Est. Il n'a pas bronché non plus quand les anciens pays baltes sont entrés dans l'Otan. Mais lorsqu'il s'est agi de la Géorgie et de l'Ukraine en revanche, ce n'était plus possible. Pour Poutine, c'était inacceptable. Ma thèse est que la guerre de 2008 en Géorgie a été lancée pour donner un signal à l'Ukraine : "On ne rentre pas à l'Otan !"... »

En 2008, les chefs de gouvernement de l'Otan déclarèrent que l'Ukraine et la Géorgie « deviendraient membres de l'Otan ». Sans plus de précisions...

## PODCAST



« Ukraine-Russie : comment en est-on arrivé là ? », un podcast de Pierre Fagnart, avec William Bourton.